

EXAMEN AU CAS PAR CAS – DOCUMENT D'URBANISME

ÉLABORATION ET PROCEDURES D'ÉVOLUTION

Ce formulaire a été conçu pour vous aider dans la transmission des informations nécessaires à l'examen au cas par cas de votre projet de document d'urbanisme, telles que mentionnées à l'article R104-30 du code de l'urbanisme. Il peut être utilisé pour l'ensemble des procédures concernées par l'examen au cas par cas : élaboration, révision, modification ou déclaration de projet. Les réponses à apporter doivent être adaptées en fonction de la nature de votre projet, à partir des connaissances dont vous disposez.

En application de l'article R122-18 II du code de l'environnement, ces informations sont mises en ligne sur notre site internet.

Ce formulaire doit être accompagné de tous les documents justificatifs permettant à l'autorité environnementale de comprendre votre projet, de connaître son environnement humain et naturel et d'évaluer les enjeux environnementaux (projet de règlement et de zonage, projet d'OAP,...), à transmettre en annexe.

Les liens Internet sont donnés à titre indicatif

1. Intitulé de votre projet et son état d'avancement

1.1 Renseignements généraux	
Quelle procédure souhaitez-vous réaliser ?	Quelle(s) est (sont) la (les) commune(s) concernée(s) par votre projet ?
Précisez l'intitulé précis de la procédure engagée : – PLU ou carte communale ? – élaboration, révision, modification, mise en compatibilité, etc ?	Modification n°1 du PLU

1.2 En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi :	
Le cas échéant, quelle est la date de début de votre PADD ?	Sans objet
De même, connaissez-vous la date prévisionnelle de l'arrêt de votre projet ?	Sans objet

2. Coordonnées

2.1 Identification de la personne publique responsable	
Qui est la personne publique responsable ?	M. Fabrice BOUCHUT, Maire
Coordonnées pour les échanges administratifs : adresse, téléphone, courriel ?	Mairie de Larajasse Place de la Mairie 69590 Larajasse tél : 04 78 57 79 88 mail : direction-larajasse@cc-mdl.fr
NB : Vous indiquerez également en annexe 1 les coordonnées d'une personne ressource que nous pourrions joindre en cas de questions sur votre dossier. Ces coordonnées ne sont pas diffusées sur notre site internet.	

3. Caractéristiques générales de votre projet

3.1 Votre territoire est-il actuellement couvert par un SCoT ?		
Oui		<i>Si oui, indiquez la date d'approbation du document et précisez si une procédure de révision du SCoT est en cours</i> <i>Si non, indiquez si un projet de SCoT est en cours</i>
		SCoT des Monts du Lyonnais approuvé le 11 octobre 2016 et modifié le 3 mars 2020.

3.2 Votre territoire est-il actuellement couvert par un PLU ou une carte communale ?		
Oui		<i>Si oui, précisez sa date d'approbation et s'il a fait l'objet ou non d'une évaluation environnementale</i>
		PLU approuvé le 4 juin 2020. Pas d'évaluation environnementale. <i>Si votre projet concerne une révision allégée ou une modification de ce document d'urbanisme, précisez quelle est la nature des évolutions et joignez en annexe les documents actuels (plan de zonage et règlement AVANT et APRÈS évolution)</i>

3.3 Quelles sont les caractéristiques générales de votre territoire ?	
Au dernier recensement général, quel est le nombre d'habitants (données INSEE) ?	1857 habitants (2016)
Quelle est la superficie de votre ou de vos communes ?	3 361 ha
Dans le cadre d'une procédure d'évolution, quelle est la superficie du territoire concernée par votre projet ?	
Si le territoire dispose déjà d'un document d'urbanisme, indiquez la répartition actuelle des zones urbaines, à urbaniser et non urbanisées en distinguant, pour les POS et PLU, les zones agricoles et naturelles. Annexe à joindre : document graphique du plan en vigueur ou du projet	<i>Indiquez les données en surface ou en pourcentage</i> D'après le rapport de présentation du PLU de 2020 : Zones U : 39,7 ha (1,2%) Zones AU : 5,0 ha (0,1%) Zones A : 2890,0 ha (86,2%) Zones N : 418,4 ha (12,5%)

3.4 Quelles sont les grandes orientations d'aménagement de votre document d'urbanisme ?
Annexe à joindre : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joignez votre projet de PADD débattu par le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI (établissement public de coopération intercommunale) ; pour les autres procédures d'évolution, joignez les documents du PLU approuvé (PADD, zonage, règlement...)
Axe n°1 : relatif au développement urbain Orientation n°1.1 : Maitriser la croissance démographique et le développement urbain Orientation n°1.2 : Diversifier l'offre en logements et assurer un parcours résidentiel pour chacun Orientation n°1.3 : Assurer l'animation du village Axe n°2 : relatif au développement économique et à l'emploi Orientation n°2.1 : Conserver une agriculture forte Orientation n°2.2 : Conserver une dynamique économique locale Orientation n°2.3 : Assurer l'attractivité touristique Axe n°3 : relatif aux patrimoines, à l'environnement et à la biodiversité Orientation n°3.1 : Préserver l'identité locale traduite dans les patrimoines Ces éléments identifiés seront conservés et valorisés. Orientation n°3.2 : Préserver le cadre de vie Orientation n°3.3 : Protéger l'environnement naturel et la biodiversité

3.5 Quels sont les objectifs de votre projet ? Dans quel contexte s'inscrit-il ?

Annexe à joindre : délibération engageant la procédure

- modifier les règles d'implantation dans certains secteurs de densité de la zone U,
- modifier les règles d'implantation dans la zone A et la zone N,
- uniformiser la règle concernant les annexes entre la zone U et les zones A et N,
- permettre aux exploitations agricoles ayant plusieurs exploitants d'avoir plusieurs habitations autour du siège d'exploitation,
- adapter les règles concernant les clôtures,
- adapter la liste des constructions pouvant changer de destination :
 - ajouter 5 constructions à la liste,
 - corriger une erreur de localisation d'un changement existant,
 - transformer un changement de destination en secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) ;
- permettre la création d'une activité économique en zone agricole par la création d'un STECAL,
- modifier l'emprise de l'emplacement réservé R8,
- mettre à jour les linéaires commerciaux préservés,
- modifier 2 orientations d'aménagement et de programmation : OAP n°1 rue des Lauriers et OAP n°2 chemin du Petit Bois.
- revoir l'étendue des secteurs d'application de la servitude de mixité sociale.

3.6 Votre projet concerne-t-il la création d'une Unité touristique nouvelle (UTN) ?

	Non	Si oui, précisez les caractéristiques de cette UTN en application de l'article R122-8 du code de l'urbanisme (description de la nature du projet et de ses dimensions avec, le cas échéant, la surface de plancher créée)
--	-----	---

3.7 Votre projet est-il en lien avec d'autres procédures ?

	oui	non	Le cas échéant, précisez :
Sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) :	X		CDPENAF
Fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ?		X	

3.8 Quel est le contexte de votre projet ? Est-il concerné par...

	oui	non	Le cas échéant, précisez
Les dispositions de la loi Montagne ? http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/#v=map43;i=zone_mont.zone_mont;l=fr;z=-734374,6551069,1960844,1399270	X		commune située dans le massif "Massif central"
Les dispositions de la loi Littoral concernant les grands lacs (Auvergne Rhône-Alpes) ? http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/Sélection_du_zonage_«_Loi_Littoral_»		X	
Un (ou plusieurs) schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ou schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) ? http://www.gesteau.eaufrance.fr/	X		SDAGE Loire-Bretagne

3.8 Quel est le contexte de votre projet ? Est-il concerné par...			
	<i>oui</i>	<i>non</i>	Le cas échéant, précisez
Autres : Appartenance de votre commune à une communauté de communes ou un pays, une agglomération, un parc naturel régional...	X		Communauté de communes des Monts du Lyonnais

3.9 Dans le cadre d'une procédure d'évolution portant sur un secteur précis (déclaration de projet / modification / révision allégée), précisez le secteur concerné par le projet ? <i>Annexe(s) à joindre : Plan de situation permettant de localiser le projet au sein de la commune + plan de situation zoomé sur le secteur projet (ex : plan de zonage) + le règlement associé à cette zone</i>
<p>Les secteurs d'évolution concernés par la procédure sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les secteurs d'OAP n°1 et 2 dans le village de Larajasse, - les nouveaux changements de destination aux lieux-dits : La Thénaudière, Moulin Bènière, Granotier, La Marthaudière, La Chazotte. - La correction d'identification du changement de destination n°12 à Côte Grimaud - La suppression du changement de destination n°25 (remplacé par un STECAL) à Montbrey - La création d'un STECAL à Montbrey et le remplacement du changement n°25 à Montbrey également. - La modification de l'emplacement réservé n°8 dans le village de Lamure

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et impacts potentiels du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1 Présentation de votre projet	
À quel type de commune appartenez-vous ? Sélectionnez dans la liste ci-contre	Commune identifiée comme " village" dans l'armature urbaine du SCoT
4.1.1 Si votre projet permet la création de logements, préciser :	
Sur les 10 dernières années, quelle est la tendance démographique actuelle : augmentation de la population, stagnation, baisse du nombre d'habitants ? http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp	augmentation de la population entre 2008 et 2018 (+ 150 habitants soit + 8,8%)
Combien d'habitants supplémentaires votre projet vous permettra-t-il d'accueillir ? À quelle échéance ? Quels besoins en logements cela créera-t-il ? Précisez : Combien de logements en dents creuses, combien en extension de l'enveloppe urbaine ? Combien de logements seront réhabilités ?	<i>Précisez ici (ou en annexe) comment les perspectives démographiques se traduisent en besoin de logements sur votre commune</i> Pas de modification significative du PLU de 2020. Les modifications engendrées par la procédure vont diminuer le potentiel de logements identifiés, passant de 137 logements à 133 logements.
Combien de logements vacants avez-vous sur votre (vos) commune(s) ? http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp	83 logements vacants soit 10% du parc de logements (INSEE 2018).
Quel taux de rétention foncière votre projet applique-t-il ? Indiquez le détail du calcul.	Aucun taux de rétention foncière n'a été retenu.

4.1 Présentation de votre projet	
Quelle est la superficie des zones que vous prévoyez d'ouvrir à l'urbanisation ?	Pas d'ouverture de zones à l'urbanisation.
Quelle sera la surface moyenne par logement ?	Sans objet.
Par quels moyens prévoyez-vous de maîtriser l'enjeu de consommation d'espace ? Vous pouvez préciser ici (ou en annexe) comment les besoins en logements se traduisent en besoin de foncier sur votre commune et quelles sont les mesures associées de maîtrise de cet enjeu que vous mettez en œuvre.	
Pas de modification significative du PLU de 2020. La densité globale passe de 21 à 20 logements/ha (compatible avec le SCoT) du fait de la très légère baisse du nombre de logements. Pas de modification des surfaces mobilisées.	
4.1.2 Si votre projet permet l'implantation d'activités économiques, industrielles ou commerciales, précisez :	
Le cas échéant, cette zone est-elle identifiée dans le SCoT ?	Sans objet.
Quelle est la surface des zones d'activités prévues ? S'agit-il d'implantation sur de nouvelles zones ou sur des secteurs déjà ouverts à l'urbanisation ?	<i>Précisez les dimensions du projet (surfaces concernées, ...)</i> Pas de nouvelle zone d'activité prévue.
S'il existe déjà une ou des zones d'activités sur votre territoire : <ul style="list-style-type: none"> • quelle est leur surface actuelle (occupée et disponible) ? • quel est leur taux d'occupation ? 	Pas de nouvelle zone d'activité.
S'il existe déjà une ou des zones d'activités à l'échelle de l'intercommunalité et du SCoT: <ul style="list-style-type: none"> • quelle est leur surface actuelle (occupée et disponible) ? • quel est leur taux d'occupation ? 	La communauté de commune des Monts du Lyonnais comporte 18 zones d'activités, réparties entre les territoires des anciennes intercommunalités (CC des Hauts du Lyonnais et CC Chamousset en Lyonnais). Sur la partie Nord de la nouvelle CCML, les zones sont occupées à 80%. Sur la partie Sud, qui correspond au bassin de vie et à l'aire d'influence économique de Larajasse, la CCML gère 6 zones d'activités : Za Grange Figeat (Pomeys), Coise, ZA le Plomb (Pomeys/St-Symphorien-sur-Coise), ZAC Croix Chartier (St-Denis-sur-Coise), ZA Les Plaines (St-Martin-en-Haut), ZA Clérimbert - Colombier - Grande Eglise (St-Symphorien-sur-Coise). Ces zones représentent une surface globale de 67,4 ha et le taux de remplissage moyen est de 87%. La commune de Larajasse n'est pas concernée par les zones d'activités intercommunales existantes, ni par les projets d'extensions ou de créations de zones.
Votre projet permet-il l'ouverture de toute cette surface en une fois ? Si non, prévoit-il un phasage ? Indiquez lequel et comment il s'applique.	Sans objet.
Complétez si nécessaire (ex : projet d'OAP jointe en annexe...)	
Pas de nouvelle zone d'activité sur la commune dans le projet.	

4.2 Espaces agricoles, naturels ou forestiers			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement, les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, quels sont les enjeux identifiés ?
Des espaces agricoles ?		X	
Des espaces boisés ?		X	
Dans le cadre d'une procédure d'évolution : Des zones identifiées naturelles, forestière ou agricoles protégées au titre d'un document d'urbanisme existant ?	X		Adaptations des règles d'implantation des constructions et du nombre d'annexe possible en zone A et N. Autorisation de 2 constructions à usage d'habitation par exploitation agricole (limitées en surface à 200 m² au total et au moins une habitation dans une construction existante).
Complétez si nécessaire			
Les adaptations apportées au règlement de la zone A et de la zone N ne sont pas de nature à avoir un impact sur les espaces agricoles et naturels.			

4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Une zone Natura 2000 (ZPS, ZSC, SIC) à proximité ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		X	<i>Expliquez, par exemple en annexe, si votre projet peut avoir des incidences sur ces sites Natura 2000 ou non et pourquoi. Si vous avez déjà réalisé une évaluation d'incidences Natura 2000, joignez-la en annexe.</i>
Un parc naturel national ou régional ?		X	
Une réserve naturelle nationale ?		X	
Un espace naturel sensible ?	X		ENS n°50 : « Vallon de la Platte », couvrant 26 ha sur la commune. => les adaptations n'impactent pas ce secteur.
Une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ou II ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map	X		<u>4 ZNIEFF de type I :</u> « Bocage et paysages agricoles du Marcenod et Saint-Christo-en-Forez » 74 ha sur la commune. « Partie Haute du ruisseau de la Coise » 64 ha sur la commune. « Ruisseau du Rosson » 24 ha sur la commune. « Ruisseau de la Platte et ses abords » 26 ha

4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
			sur la commune. => les adaptations n'impactent pas ces secteurs.
Un arrêté préfectoral de protection de biotope ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		X	
Une ou des zones humides ayant fait l'objet d'une délimitation (inventaire départemental, communal, convention RAMSAR ...) soit par inventaire soit par expertise pédologique ?	X		45 zones humides identifiées dans l'inventaire du CREN mis à jour en 2017 et complété dans le cadre du schéma directeur de gestion des eaux pluviales de la Coise : Majoritairement le long des cours d'eau de la Coise, du Rosson et du Coiset (et de leur affluents). => les adaptations n'impactent pas ces secteurs.
Un ou des cours d'eau identifiés en liste 1 ou 2 au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement ? https://www.eaurmc.fr/ https://agence.eau-loire-bretagne.fr/home.html http://www.eau-adour-garonne.fr/fr/index.html		X	
Complétez si nécessaire			
Le projet de modification n'aura pas d'impact sur les secteurs environnementaux sensibles de la commune.			

4.4 Continuités écologiques			
Y a-t-il eu à l'échelle locale (communes voisines, intercommunalités, SCoT, PNR...) ou dans un document d'urbanisme antérieur des analyses portant sur les continuités écologiques ?	X		Si oui, quel sont les enjeux identifiés sur votre commune ? Le SCoT des Monts du Lyonnais identifie : 2 réservoirs de biodiversité (ZNIEFF de type I "Bocage et paysages agricoles du Marcenod et Saint-Christo-en-Forez" et "Vallon de la Platte"). des corridors écologiques le long des cours d'eau de la Coise, du Rosson, du Manipan et du Potensinet. => les adaptations n'impactent pas ces secteurs.
Dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique, quels sont les éléments de la trame verte et bleue ?	Par exemple, mentionnez les réservoirs de biodiversité, corridors diffus ou les espaces perméables, corridors linéaires ou corridors thermophiles		

4.4 Continuités écologiques

http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map	<p>Les grands espaces agricoles participant de la fonctionnalité écologique du territoire ;</p> <p>4 réservoirs de biodiversité repérés, correspondant aux ZNIEFF de type I et ENS ;</p> <p>Des espaces perméables liés aux milieux aquatiques (Coise, Rosson, Coiset, Potensinet) ;</p> <p>La perméabilité des boisements dans les secteurs boisés.</p> <p>=> les adaptations n'impactent pas ces secteurs.</p>
---	---

4.5 Paysage, patrimoine bâti

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Site classé ou projet de site classé ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		X	
Site inscrit ou projet de site inscrit ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		X	
Site patrimonial remarquable (y compris anciennes ZPPAUP ou AVAP ou anciens secteurs sauvegardés) ?		X	
Éléments majeurs du patrimoine ? http://atlas.patrimoines.culture.fr/atlas/trunk/	X		<p><i>Exemple : monuments historiques et leurs périmètres de protection, sites archéologiques, patrimoine mondial</i></p> <p>1 monument historique inscrit : Château de la Fay (partiellement inscrit). Le périmètre impacte la partie Sud du village de Larajasse.</p> <p>16 entités archéologiques datant du néolithique final à l'époque moderne.</p> <p>Enjeu fort de préservation de la qualité paysagère, urbaine et patrimoniale de la commune.</p> <p>=> les adaptations n'impactent pas ces secteurs.</p>
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur : SCoT, charte de parc, atlas de paysage... ?	X		<p>Secteur de cône de vue à protéger autour de la RD311 qui concerne la partie Nord de la commune.</p> <p>Plusieurs points de vue à enjeu paysager territorial à protéger : Bel-Air, le Montparet, la Chapelle St-Pierre, la Croix Chazelles, St-Apollinaire.</p> <p>=> les adaptations n'impactent pas ces secteurs.</p>

Complétez si nécessaire

4.6 Ressource en eau			
Captages			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Périmètre de protection immédiat, rapproché, éloigné d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	X		<p>Commune concernée par le captage de Bruneton I, II et III et ses périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée.</p> <p>Commune concernée par le périmètre de protection rapprochée du captage des sources de Grôles.</p> <p>Ces captages ont été déclarés d'utilité publique par arrêtés préfectoraux et constituent des servitudes d'utilité publique.</p> <p>Enjeu de protection dans le PLU.</p> <p>=> les adaptations n'impactent pas les secteurs de captage.</p>
Autres captages prioritaires ?		X	
Usages : eau potable ; gestion des eaux usées et eaux pluviales			
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins présents et futurs ?	X		<p>Syndicat Intercommunal des Eaux des Monts du Lyonnais et de la Basse Vallée du Gier (SIEMOLY)</p> <p>Eau distribuée à Larajasse provenant des puits implantés au lieu-dit de l'île du Grand Gravier, sur la commune de Grigny (nappe alluviale du Rhône).</p> <p>Ressource bénéficiant de périmètres de protection déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral.</p> <p>Alimentation en eau du SIEMOLY sécurisée par le syndicat mixte d'eau potable Rhône Sud et le syndicat mixte d'eau potable Saône-Turdine.</p> <p>La ressource peut largement assurer la hausse de la population pour les 10 prochaines années.</p> <p>=> pas d'impact significatif sur la ressource engendré par les adaptations.</p>
<p>Le système d'assainissement des eaux usées a-t-il une capacité suffisante pour répondre aux besoins présents et futurs du territoire ?</p> <p>http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/</p>	X		<p>La communauté de commune des Monts du Lyonnais dispose de la compétence assainissement.</p> <p><u>STEP de St-Symphorine-sur-Coise</u> d'une capacité nominale de 18 000 Equivalent-Habitant pour un débit nominal de 4 800 m³/j. Elle reçoit les effluents du village de Larajasse, de la commune de St-Symphorien, du bourg de Pomeys, de la partie Ouest du bourg de St-Martin-d'en-Haut et du village de Coise.</p> <p>Charges entrantes en 2017 : 14 268 EH, soit une capacité restante de 3732 EH. Les hypothèses d'augmentation de la population desservie par le système d'assainissement font état d'environ 155 habitants supplémentaires à l'horizon 2030. Soit une marge restante en 2030 de 3577 EH.</p>

4.6 Ressource en eau

		<p>Débit entrant moyen en 2017 : 1898 m3/j.</p> <p>STEP mise en service en 1990 conforme en équipement et non conforme en performance.</p> <p><u>STEP de l'Aubépin</u> d'une capacité nominale de 450 Equivalent-Habitant pour un débit nominal de 68 m3/j. Elle reçoit les effluents du village de l'Aubépin.</p> <p>Charges entrantes en 2017 : 117 EH, soit une capacité restante de 333 EH. Les hypothèses d'augmentation de la population desservie par le système d'assainissement font état d'environ 105 habitants supplémentaires à l'horizon 2030. Soit une marge restante en 2030 de 228 EH.</p> <p>Débit entrant moyen en 2017 : 39 m3/j.</p> <p>STEP mise en service en 1979 conforme en équipement et en performance.</p> <p><u>STEP de Lamure</u> d'une capacité nominale de 400 Equivalent-Habitant pour un débit nominal de 102 m3/j. Elle reçoit les effluents du village de Lamure.</p> <p>Charges entrantes en 2017 : 137 EH, soit une capacité restante de 236 EH. Les hypothèses d'augmentation de la population desservie par le système d'assainissement font état d'environ 36 habitants supplémentaires à l'horizon 2030. Soit une marge restante en 2030 de 200 EH.</p> <p>Débit entrant moyen en 2017 : 82 m3/j.</p> <p>STEP mise en service en 1991 conforme en équipement et non conforme en performance.</p> <p><u>STEP de Machizaud</u> d'une capacité nominale de 70 Equivalent-Habitant pour un débit nominal de 11 m3/j. Elle reçoit les effluents du village du hameau de Machizaud.</p> <p>Charges entrantes en 2017 : 27 EH, soit une capacité restante de 43 EH. Aucune augmentation de population dans ce secteur dans le projet de PLU (secteur classé en A).</p> <p>Débit entrant moyen en 2017 : 11 m3/j.</p> <p>STEP mise en service en 2011 conforme en équipement et non conforme en performance.</p> <p>=> pas d'impact significatif sur l'assainissement engendré par les adaptations.</p>
Des démarches sont-elles entreprises pour garantir la bonne gestion des eaux pluviales sur votre territoire?	Oui	<p>Dans le PLU : gestion des eaux pluviales à la parcelle dans les projets de construction, conformément aux dispositions du nouveau schéma directeur de gestion des eaux pluviales de la Coise.</p>
Complétez si nécessaire		

4.6 Ressource en eau			
4.7 Sols et sous-sol			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués :base de données BASOL ? http://basol.developpement-durable.gouv.fr/recherche.php		X	
Anciens sites industriels et activités de services :base de données BASIAS ? http://basias.brgm.fr/donnees_liste.asp?DPT=63&carte=		X	
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		X	
Complétez si nécessaire			

4.8 Risques et nuisances			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Risques ou aléas naturels ?	X		<i>Exemple : inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts, industriels, technologiques, miniers, cavité...</i> Risques naturels : risques inondation, mouvements de terrain, retrait/gonflement des argiles et risque sismique de niveau 2. Pas de risques industriels. Enjeu de protection des populations. Une étude des aléas liés aux mouvements de terrain est en cours. Le règlement intègre les dispositions réglementaires pour chaque risque identifié. Les prescriptions du PPRi de la Coise sont rappelées dans le règlement.
Plans de prévention des risques approuvés ou en cours d'élaboration ?	X		PPRi de la Coise. La zone inondable se limite aux vallons de la Coise et du Potensinet, secteurs peu urbanisés. Les villages de Larajasse, l'Aubépin et Lamure ne sont pas concernés.
Nuisances ?		X	<i>Exemple :sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i>

4.8 Risques et nuisances

Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?	Oui		Commune concernée par 2 infrastructures de transport terrestre bruyantes : les RD311 et RD2, classées en catégorie 4. L'impact sur la commune est très faible du fait de leur localisation, loin des 3 villages. Application de la réglementation en vigueur (code de la construction).
---	-----	--	--

Complétez si nécessaire

Les adaptations n'engendrent pas l'augmentation de la population soumise à des risques ou à des nuisances.

4.9 Air, énergie, climat

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Y a-t-il une desserte en transport collectif sur votre territoire	X		<i>Si oui, précisez : gare, réseau de transport en commun, etc...</i> Réseau Car du Rhône, à destination des scolaires uniquement : lignes "fréquence" 529 (Coise - Saint-Martin-d'en-Haut), 564B (Sainte-Catherine - Saint-Symphorien-sur-Coise), 572A (Saint-Maurice-sur-Dargoire - Saint-Symphorien-sur-Coise), 572B (Larajasse - Saint-Symphorien-sur-Coise) et 574 (Sainte-Catherine - Saint-Martin-d'en-Haut)
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		X	
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ? Enjeux spécifiques relevés par le PCAET (ou projet de PCAET) ?	X		SRADDET Auvergne Rhône-Alpes
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		X	

Complétez si nécessaire

5. Annexes (rappel)

Les annexes sont des éléments essentiels pour permettre à l'autorité environnementale de comprendre votre projet et d'évaluer les enjeux environnementaux qu'il constitue et/ou doit prendre en compte :

– pour les cas d'élaboration ou de révision générale : il est recommandé de transmettre, outre le projet de PADD, un projet de zonage permettant de visualiser les secteurs prioritaires pour l'urbanisation ;

– pour les procédures d'évolution partielle (révision allégée, mise en compatibilité DUP/DP, modification) : il est essentiel de fournir les documents initiaux et de préciser les éléments qui doivent évoluer (ex : plan de zonage avant/après ; règlement avant/après, OAP avant/après)

Coordonnées de la personne à contacter	Annexe 1 ci-jointe	X
Élaboration ou révision « générale » de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI	<input type="checkbox"/>
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	<input type="checkbox"/>
	Une version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	<input type="checkbox"/>
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet modifiant un PLU	Le projet de dossier envisagé pour la réunion d'examen conjoint	<input type="checkbox"/>
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure	X
Pour les procédures d'évolution	Projet de plan de zonage AVANT/APRÈS Projet de règlement AVANT/APRÈS Autres éléments cartographiques superposant zonages et enjeux (Natura 2000, risques, ...)	X
Pour tous	Cartographie du PADD Autres (OAP, ...)	X

6. Signature du demandeur (personne publique responsable)

Date : 13/06/2022 Lieu : Larajasse	NOM BOUCHUT	PRENOM Fabrice
	SIGNATURE 	